



AFGHANISTAN DEMAIN

RAPPORT MORAL ET D'ACTIVITÉ ANNUEL 2012

SOMMAIRE

- I- Les droits de l'enfant
- II- Nos racines
- III- Nos missions
- IV- Rapport Moral
- V- Nos principes d'action
- VI- Contexte politique et social
- VII- Les structures d'accueil
- VIII- Nos activités avec les enfants
- IX -Nos activités avec les enseignants
- X- Nos activités avec les familles
- XI- Expertise et Partenariats
- XII- Nos priorités pour 2013
- XIII- Résultats 2012
- XIV- Ressources financières

ISM - WAGENINGEN
country: Afghanistan
subject: 2013
scale: 1:2,000,000
map ref.: AF 1
doc. ref.:

| PROVINCES | |
|---------------|--------------------|
| 1. Kabul | 16. Badkhis |
| 2. Logar | 17. Herat |
| 3. Nangarhar | 18. Ghazni |
| 4. Kunar | 19. Bamyan |
| 5. Laghman | 20. Wardak |
| 6. Kapisa | 21. Paktia |
| 7. Parwan | 22. Ghazal |
| 8. Badakhshan | 23. Uruzgan |
| 9. Takhar | 24. Faryab |
| 10. Kanduz | 25. Chakchakan |
| 11. Baghlan | 26. Helmand |
| 12. Sarangani | 27. Khost |
| 13. Balkh | 28. Zabul |
| 14. Jowzjan | 29. Khatlan-Oguzan |
| 15. Fariab | |

LEGEND

- Provincial Capitals
- District Centers
- Sub-District Centers
- International Boundary
- Provincial Boundary
- Principal Road
- Secondary Road
- River or Stream
- Lake
- Snow and Ice

Boundaries not Official

0 20 40 60 80 100



I- LES DROITS DE L'ENFANT



« Ce n'est qu'en progressant vers la réalisation des droits de tous les enfants que les nations se rapprocheront de leurs objectifs de développement et de paix »

Kofi A. Annan

Article 2 : Le droit à la non-discrimination

« Les États parties s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente Convention et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction, sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, de leur incapacité, de leur naissance ou de toute autre situation. »

Article 3 : Le droit au bien-être

« Les États parties s'engagent à assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien être »

Article 28 : Le droit à l'éducation

« Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation (...) sur la base de l'égalité des chances. »

Article 39 : Le droit à la réadaptation et à la réinsertion

« Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour faciliter la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale de tout enfant victime de toute forme de négligence, d'exploitation ou de sévices (...). »



II- NOS RACINES & III- NOS MISSIONS

En 1968, Serge de Beaurecueil, dominicain français, s'installe à Kaboul pour effectuer des recherches sur la mystique musulmane. Bouleversé par sa rencontre avec des enfants des rues, parfois handicapés, il décide d'en recueillir quelques-uns dans sa propre maison. De 1968 à 1983, il soigne et remet sur le chemin de l'école une cinquantaine d'enfants ; parmi eux : Ehsan Mehrangais.

En 1979, les Soviétiques envahissent l'Afghanistan. Ils prennent le Père de Beaurecueil pour un espion et le menacent, lui et ses « enfants ». En 1983, la vie du Père et de ses protégés est en danger, certains sont même emprisonnés. Par des chemins divergents, le Père de Beaurecueil et Ehsan quittent l'Afghanistan pour se retrouver en France.

En 2001, les projecteurs du monde entier sont braqués sur l'Afghanistan, Ehsan décide de faire revivre l'esprit de la « Maison » du Père en créant l'association **Afghanistan Demain**. Il contacte, à Kaboul, deux de ses anciens « frères », Razek et Issa, et leur propose la gestion des maisons familiales.

Afghanistan Demain est une association, loi 1901, qui a pour mission l'amélioration du cadre de vie social, économique et scolaire des enfants des rues de Kaboul. A cette fin, elle se doit de :

Protéger les enfants

- Répondre à leurs besoins élémentaires : avoir un toit et être nourris habillés, soignés.
- Les restructurer psychologiquement et les intégrer socialement.
- Favoriser l'intégration économique et sociale des plus âgés.

Eduquer les enfants

- Favoriser l'accès à l'éducation et à l'instruction.
- Les intégrer dans le système d'enseignement public.
- Développer leur ouverture d'esprit par des activités ludiques, artistiques et sportives.

Mobiliser l'opinion publique

- Informer et mobiliser l'Etat afghan et l'opinion publique internationale sur la situation des enfants des rues.



IV- LE RAPPORT MORAL

Un début de transition.

2012 restera comme l'année qui marque un tournant dans l'histoire d'Afghanistan Demain.

En effet, dans le respect de la seconde convention de financement qui nous liait à l'Agence Française de Développement pour la période 2008/2012, l'association s'appuie à présent sur une structure locale, une ONG sous loi afghane.

Celle-ci a pour nom Children 's Garden Organisation (CGO) et pour Président et Vice-Présidente Monsieur Reza Sharifi et Madame Ghulam Malalay, qui sont tous deux d'anciens salariés d'Afghanistan Demain (coordinateur pédagogique et assistante sociale). Ils connaissent donc très bien l'association mère et vont pérenniser, à travers leur propre ONG, les méthodes de travail et les buts d'Afghanistan Demain.

Depuis le mois de Juin 2012, CGO a pris le contrôle du centre de Demazang, ce qui signifie que l'association a en charge la gestion au quotidien – financière, administrative, opérationnelle – de cette structure. Au mois de juin 2013, un second centre passera sous sa responsabilité, puis le dernier à la mi 2015.

Cela se fait en partenariat et sous la supervision d'Afghanistan Demain ; la transition s'effectue selon un rigoureux plan de formation prévu pour amener CGO à l'indépendance complète à la fin de l'année 2015.

L'idée qui sous-tend ce vaste programme repose sur la volonté de remettre entre les seules mains afghanes et la conduite des opérations et la responsabilité de leur propre destinée. Après douze années de reconstruction, il est temps d'envisager que celle-ci doive se poursuivre par une autonomisation croissante des acteurs locaux.

Cette période de transition sera employée, en ce qui concerne Afghanistan Demain, à définir un nouveau positionnement et une stratégie pour l'accompagner. Nous définirons-nous comme l'un des bailleurs de l'association appelée à nous succéder dans la conduite des opérations ou continuerons-nous à développer, en parallèle, de nouveaux programmes ? Il nous reste du temps pour trouver nos propres réponses et le nouveau chemin qui sera le nôtre.



V- NOS PRINCIPES D'ACTION – PARTIE I



Indépendance

Afghanistan Demain est indépendante de tout groupe politique, religieux ou économique et travaille sans discrimination ethnique, sociale ou sexuelle.

Les salariés afghans, tout comme les enfants, filles et garçons, accueillis au sein des structures d'Afghanistan Demain, sont issus de diverses ethnies et confessions. Les enfants grandissent et jouent ensemble, apprenant avant tout qu'ils sont afghans et qu'ils préparent, dans la mixité, l'avenir de leur pays.

Charte déontologique

Afghanistan Demain travaille dans le respect de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, ratifiée en 1994 par l'Afghanistan, et promeut ces droits auprès de tous ses employés et partenaires.

Notre projet éducatif sur le terrain s'inscrit dans le respect de l'environnement social de l'enfant. L'enseignement délivré par nos structures est celui du système public afghan. Seule la pédagogie est modifiée, de façon à permettre un rattrapage scolaire de deux à trois années en une. Dès que leur niveau le permet, les enfants intègrent l'école publique, au terme d'un examen d'état qui contrôle leurs connaissances.

V- NOS PRINCIPES D'ACTION



Afghanistan Demain souhaite garantir la pérennité de ses actions et s'appuie en priorité sur les compétences locales. Ainsi, 50 salariés afghans assurent le transfert des savoirs et connaissances. Pour leur part, jusqu'en 2010, des expatriés ont eu un rôle d'appui et de formation à de nouvelles aptitudes.

De la même manière, la participation à la reconstruction du tissu économique local se fait en achetant sur place l'ensemble des produits nécessaires à la conduite de nos actions.

Dépenses minimum et transparence

Réduction des coûts, transparence et long terme sont les principes qui guident notre gestion. Celle-ci fait l'objet de procédures de vérification interne et externe, puisque notre comptabilité est validée par un Commissaire aux Comptes. En outre, des membres du Conseil d'Administration de l'association se rendent régulièrement sur le terrain pour vérifier le déroulement des projets et la bonne utilisation des fonds alloués.



VI- CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL

CONTEXTE ECONOMIQUE

Kaboul.

Malgré les progrès de la reconstruction, l'amélioration de la vie dans la capitale reste très marginale. Seule l'alimentation en électricité est aujourd'hui continue (avec de grandes disparités entre les quartiers) mais les abductions d'eau, le système d'égouts ou le ramassage des ordures sont inexistantes ou embryonnaires. Cela est en partie dû au fait que la structure administrative qui permettrait d'harmoniser les efforts de la reconstruction est incomplète ou mal constituée, et que cet état de fait favorise la gabegie ou la corruption, ralentissant d'autant les travaux. Il reste toujours difficile de s'y loger et le retrait des troupes occidentales, gros pourvoyeur d'emplois, a pour conséquences la hausse drastique d'un chômage déjà conséquent et, en corrélation, une aggravation de la criminalité ordinaire. Par ailleurs, les talibans continuent de mettre une forte pression sur le pouvoir en place par le biais de campagnes d'attaques et d'attentats qui peuvent survenir à tout moment.

Les Enfants.

Les enfants qui travaillent font tous des « petits boulots » difficiles, mal payés et qui les exposent à de multiples dangers. Vendeurs d'eau, de sachets plastiques, de cigarettes, d'allumettes ou d'œufs, cireurs de chaussures, laveurs de voitures, rabatteurs pour taxi, employés de boulangerie ou de boutique, tels sont les emplois les plus fréquents pour les garçons. Leur revenu journalier est, en moyenne, de 20 à 30 afghanis (100 afghanis = 1,35 €). Pour référence, un pain coûte 4 afghanis.

Parmi les 70.000 enfants des rues de Kaboul, la situation des filles est particulièrement inquiétante. Traditionnellement, les filles, à partir de 10 ans ne sont pas livrées à elles-mêmes dans les rues et sont réduites aux corvées domestiques ou au travail à domicile. Cependant, depuis ces sept dernières années, elles sont de plus en plus nombreuses à mendier. Situation d'autant plus alarmante que deux nouveaux fléaux les guettent aujourd'hui : le développement des réseaux de prostitution et le trafic d'enfants.

VI- CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL

CONTEXTE ECONOMIQUE

Bien que l'école publique soit gratuite :

Les enfants ont besoin de travailler afin d'assurer un complément de revenus à leur famille.

Beaucoup d'enfants, particulièrement les filles et les garçons les plus jeunes, travaillent de nombreuses heures à leur domicile afin de décharger leurs parents de certaines corvées.

L'achat de fournitures scolaires est une dépense non vitale que certaines familles ne peuvent se permettre ou refusent d'engager.



VI- CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL

CONTEXTE SANITAIRE

Les conditions de logement restent précaires, sans eau courante ni électricité, bien que l'alimentation en courant sur Kaboul se soit bien améliorée. Le plus souvent, une seule pièce sert tour à tour de chambre, de salle à manger ou encore de salle de séjour pour recevoir les invités. Dans ce contexte de promiscuité, les conditions sanitaires sont difficiles.

L'accès aux soins de santé est limité. Nombre de familles fréquentent les cliniques gratuites, ou se procurent des médicaments bon marché sans consultation préalable. Les enfants se plaignent souvent, en raison de leurs activités dans la rue, de maux de tête quasi-quotidiens (le soleil, la pollution) et de douleurs dans les jambes et les pieds (marche). On retrouve également des problèmes plus classiques : dermatologiques, maux d'estomac et diarrhées. Les enfants font rarement deux repas par jour et se nourrissent exclusivement de féculents (pommes de terre, riz, pain). Ces repas déséquilibrés les rendent encore plus vulnérables aux maladies.



VI- CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL

CONTEXTE SOCIOCULTUREL

N'ayant jamais, ou très rarement, fréquenté l'école, les enfants qui arrivent dans nos structures ne savent généralement ni lire, ni écrire, ni compter (pas même tenir un crayon !). Leur parents étant, dans une très large mesure, illettrés, l'accès à la connaissance représente donc une nouveauté. Il faut donc les convaincre que l'éducation est une réelle possibilité d'ascension sociale.

Par ailleurs, au sein des foyers, le chef de famille fait régner la loi du silence. De ce fait, la violence et les abus sexuels sont chose commune en Afghanistan. La dureté de la vie de famille et ses abus confèrent à l'écoute des enfants par une personne de confiance, extérieure au foyer, un aspect primordial.



VI- CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL

CONTEXTE SANITAIRE

Le contexte sanitaire complique la scolarité :

Les habitations n'offrent pas le confort suffisant permettant aux enfants scolarisés de faire leurs devoirs dans de bonnes conditions.

Les problèmes de santé des enfants les empêchent d'aller à l'école.

Les familles ne considèrent pas toujours l'éducation comme une priorité :

Avec 71% d'illettrisme au sein de la population, toutes les familles ne sont pas persuadées de l'intérêt de l'éducation.

Les formalités d'inscriptions dans les écoles publiques en rendent difficile, voir impossible, l'accès aux familles illettrées.

Plus de la moitié des filles de moins de 16 ans sont mariées et destinées à vivre confinées.

Les orphelins et les enfants issus d'un premier mariage sont déconsidérés par rapports aux autres enfants de la famille. A ce titre, leur éducation passe après celle des autres enfants.

Discriminés par les autres enfants des écoles publiques, les enfants travailleurs appréhendent de s'y rendre.

VI- CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL

CONTEXTE INSTITUTIONNEL

Le gouvernement du Président Karzaï a élaboré avec l'**UNICEF** un Programme National pour les Enfants « en danger ». Cela souligne le souci du gouvernement de s'attacher aux problèmes des enfants des rues.

Il faudra, cependant, du temps avant que ce programme pallie le manque de structures du système éducatif local.

Afghanistan Demain travaille pour ce faire, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale afghan et facilite l'insertion des enfants de ses structures dans le système public, après remis à niveau de leurs connaissances.

La collaboration entamée avec le Ministère de l'Education Nationale depuis le début de nos activités a débouchée, **en 2007**, par une **reconnaissance officielle** du travail d'**Afghanistan Demain** par ce dernier. Cela permet à l'association de disposer gratuitement des manuels scolaires de l'enseignement public.



VII- LES STRUCTURES D'ACCUEIL

LES CENTRES D'ACCUEIL DE JOUR



Aujourd'hui, trois centres d'accueil de jour sont ouverts dans des quartiers pauvres de Kaboul : Yaka-Tût, Tchelsetoun et Demazang. Chaque centre accueille 120 enfants, garçons et filles, entre 9 et 18 ans.

Ces centres fonctionnent comme des écoles. Ce sont des lieux de socialisation offerts aux enfants, qui, avec règles et horaires apprennent à vivre en groupe. La journée commence par des activités physiques, suivies d'un temps consacré à l'hygiène. Ensuite alternent les enseignements de base et les activités éducatives. Entre chaque cours, les enfants ont, bien sûr, des récréations dont l'une est l'occasion de leur servir un repas équilibré. Par ailleurs, ils disposent d'un suivi médical complété par un soutien psychologique.

Le travail exercé par les enfants et le salaire qu'ils en reçoivent étant souvent indispensable à leur survie et à celle de leur famille, les activités se déroulent sur des demi-journées afin de leur permettre de continuer leur travail.

VII- LES STRUCTURES D'ACCUEIL

LES MAISONS DE FAMILLE



Deux maisons Padar (« Père », en Dari) ont accueilli, chacune en permanence, 15 garçons particulièrement fragilisés entre 7 et 15 ans, au sein d'une structure qui reconstitue un foyer familial.

Pris en charge au sein de cette « famille nombreuse » par un couple afghan secondé par une intendante assurant les tâches ménagères, les enfants ont été élevés selon le schéma familial qui prédomine en Afghanistan. Outre l'hébergement, l'habillement, l'hygiène et la santé, cette structure familiale leur offrait un cadre de vie qui répondait à leurs besoins sécuritaires, affectifs et intellectuels.

Les enfants allaient à l'école publique le matin. De retour à la maison, une éducatrice leur donnait des cours de rattrapage. Ils révisaient également le soir avec le couple de parents.

L'expérience a duré de 2002 à 2008, avant que l'association ne décide de recentrer ses activités sur le seul créneau de l'éducation / formation professionnelle.



VII- LES STRUCTURES D'ACCUEIL

L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL, SANITAIRE, ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Cette thématique s'appuie sur le constat suivant : plus les enfants restent scolarisés longtemps plus ils ont de choix de «carrière». Or, la durée de scolarisation des élèves est fortement soumise à la capacité économique des familles à les laisser étudier. Par ailleurs, une qualification professionnelle est un moyen durable d'insérer les jeunes dans la vie économique. De plus, pour acquérir les connaissances nécessaires à l'exercice d'un métier, il faut parvenir à trouver un employeur acceptant de consacrer du temps à la formation. En janvier 2006, Afghanistan Demain a donc ouvert un service d'accompagnement social et d'insertion professionnelle qui a pour missions :

Le suivi social : Assurer un suivi scolaire et familial des enfants sortant des maisons et des centres d'accueil.

L'aide économique : Permettre aux enfants de poursuivre leurs études ou d'intégrer une formation professionnelle en offrant aux familles la possibilité économique de les laisser effectuer ce choix, par le biais du micro-crédit ou de dons en nature.

L'orientation et le conseil : Orienter et accompagner enfants et familles vers un réseau de partenaires dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la formation professionnelle et du micro-crédit.

La formation professionnelle : donner aux adolescents de nos centres et jeunes adultes des quartiers où nous sommes implantés des qualifications directement exploitables sur le marché du travail local. C'est ainsi que, au sein de Tchelsetoun, nous avons mis en place une formation qualifiante aux métiers de la bureautique pour 200 élèves par an.

VIII- NOS ACTIVITÉS AVEC LES ENFANTS

ENSEIGNEMENT

Dans les centres d'accueil de jour (CAJ), les enfants sont avides de savoir et il n'est nul besoin de leur expliquer les avantages qu'apporte la maîtrise de la lecture et de l'écriture. Il est en revanche plus difficile de capter l'attention de ces enfants habitués à courir les rues et non à rester sagement assis à écouter un enseignant.

Dans les CAJ, les adolescents étudient 90% du temps, ce qui leur permet de rattraper trois niveaux par an, les plus jeunes passent eux, deux niveaux par an. Ils suivent 9 heures de cours par semaine (50% du temps de présence dans les centres). Le reste du temps (9 heures pour les enfants et 1 heure 15 pour les adolescentes) est consacré à des activités récréatives.

Les activités scolaires « classiques » sont le dari (alphabétisation), l'arithmétique, histoire, géographie et les matières religieuses. Il s'agit des matières enseignées au sein de l'école publique afin que les enfants puissent intégrer au plus vite celle-ci.

En fin de parcours, les bénéficiaires jugés à niveau sont présentés à un examen organisé par l'école publique, qui leur permet de la réintégrer. Ils sont alors suivis par l'un de nos professeurs, dit « mobile », qui s'assure de leur bonne continuité scolaire hors de nos structures.



VIII- NOS ACTIVITÉS AVEC LES ENFANTS

LOISIRS – EXCURSIONS

Dans les centres d'accueil de jour (CAJ), les enfants sont avides de savoir et il n'est nul besoin de leur expliquer les avantages qu'apporte la maîtrise de la lecture et de l'écriture. Il est en revanche plus difficile de capter l'attention de ces enfants habitués à courir les rues et non à rester sagement assis à écouter un enseignant.

Dans les CAJ, les adolescents étudient 90% du temps, ce qui leur permet de rattraper trois niveaux par an, les plus jeunes passent eux, deux niveaux par an. Ils suivent 9 heures de cours par semaine (50% du temps de présence dans les centres). Le reste du temps (9 heures pour les enfants et 1 heure 15 pour les adolescentes) est consacré à des activités récréatives.

Les activités scolaires « classiques » sont le dari (alphabétisation), l'arithmétique, histoire, géographie et les matières religieuses. Il s'agit des matières enseignées au sein de l'école publique afin que les enfants puissent intégrer au plus vite celle-ci.

En fin de parcours, les bénéficiaires jugés à niveau sont présentés à un examen organisé par l'école publique, qui leur permet de la réintégrer. Ils sont alors suivis par l'un de nos professeurs, dit « mobile », qui s'assure de leur bonne continuité scolaire hors de nos structures.





VIII- NOS ACTIVITÉS AVEC LES ENFANTS

SUIVI PSYCHOSOCIAL

En plus de leur situation économique, ou du fait de celle-ci, les enfants des rues ont quasiment tous des histoires personnelles particulièrement difficiles.

Les travailleurs sociaux des CAJ ont donc pour tâche de parler avec les élèves et d'être à l'écoute de leurs problèmes. Lorsque cela se révèle nécessaire, ils se rendent dans la famille de l'enfant afin de discuter avec celle-ci. Nos relations avec ces dernières étant bonnes, les réflexions du personnel afghan sont généralement bien accueillies et peuvent permettre de solutionner certains problèmes comme le refus d'un frère de voir sa sœur continuer à aller à l'école ou même la décision d'une famille de marier sa fille à un inconnu (généralement pour solder une dette).

Les professeurs sont également sensibilisés à l'observation des enfants afin de pouvoir déceler ceux qui ont les plus lourds problèmes et les signaler aux travailleurs sociaux.

HYGIÈNE ET SANTÉ

Etre sensibilisé aux règles d'hygiène de base (lavage des mains, du visage et de dents) permet aux enfants de prendre soin d'eux-mêmes et favorise leur intégration sociale.

Une association partenaire, **Ibnisina**, vient régulièrement dans nos structures afin de procéder à un check-up médical, ce qui permet de déceler certains troubles graves de la santé. De plus, Afghanistan Demain a signé un partenariat avec **La Chaîne de l'Espoir**, qui gère l'hôpital Mère / enfant de Kaboul, qui nous permet d'adresser à ce dernier les cas graves repérés au sein de nos centres.

De façon pratique, **Afghanistan Demain**, en collaboration avec **Ibnisina**, a mis en place d'un carnet de santé individuel permettant de mieux assurer le suivi médical sur le long terme.

De même, une pharmacie par centre a été constituée, en parallèle avec une formation auprès des travailleurs sociaux des centres afin de leur apprendre la gestion des premiers soins.

IX- NOS ACTIVITÉS AVEC LES ENSEIGNANTS

FORMATIONS PÉDAGOGIQUES



Lors de leur prise de fonction et par la suite, de manière périodique, des formations sont données aux enseignants et aux animateurs par le responsable pédagogique de l'association. Ils suivent également des stages et des formations dans leurs domaines de compétences auprès d'autres associations.

L'objectif de ces formations est de leur donner les connaissances nécessaires afin qu'ils appréhendent pleinement, et de façon autonome, leur rôle d'éducateur. Notre objectif n'est pas de révolutionner les méthodes d'enseignement, mais de les adapter aux besoins des enfants des rues.

Les aspects pédagogiques abordés sont nombreux : préparation et découpage d'un cours en différentes phases, diverses méthodes d'animation, choix des supports illustrant les leçons, règles de discipline et moyens de les appliquer. Habitué à un enseignement coranique fondé sur la répétition et aux méthodes de sanctions physiques sur les élèves, les formations surprennent souvent les enseignants mais les intéressent fortement.

Par ailleurs, travaillant à mi-temps dans le système public, les enseignants bénéficiant de nos formations mettent leurs nouvelles connaissances au profit de ces élèves.



X- NOS ACTIVITÉS AVEC LES FAMILLES

INFORMATIONS AUX FAMILLES

Dans les CAJ, des rencontres avec les familles ont lieu toutes les six semaines (« **Family's meetings** »). Les thèmes de ces réunions sont proposés par les familles elles-mêmes, en fonction de leurs attentes et besoins. Les questions les plus fréquentes relèvent des domaines de la santé et de l'éducation. Pour animer ces rencontres et fournir des réponses précises, des intervenants extérieurs, spécialistes de leur discipline, animent les débats.

Hygiène au quotidien, dangers de l'eau non potable, attention à apporter au traitement des ordures ménagères et attitude à adopter devant une mine non explosée, autant de sujets traités au fil des rencontres.

Par ailleurs, au travers des enfants, auprès de qui nous menons des actions de sensibilisation à l'hygiène, nous cherchons à atteindre des familles et à les voir mettre en pratique ce que leurs enfants ont appris. Des messages importants sont parallèlement délivrés par les éducateurs aux enfants et indirectement aux parents au travers de l'activité jeux de langage. Ils mettent alors en scène, sous forme de pièce de théâtre, des situations précises à caractère pédagogique. Cette méthode qui allie jeux et apprentissage fonctionne particulièrement bien jusqu'à présent.

SOUTIEN MATÉRIEL

Les familles nous demandent régulièrement de les aider financièrement, entre autre en parlant du manque à gagner que représente le fait d'envoyer leurs enfants à l'école par demi-journée plutôt que de les faire travailler à plein temps dans la rue.

Afin d'améliorer la situation globale des enfants, et donc la situation de sa famille, nous organisons régulièrement, lorsque nos fonds nous le permettent, des distributions alimentaires d'urgence au cours des mois d'hiver, les plus dur. A ce jour, plus de 10 000 personnes dans nos quartiers d'implantation ont bénéficié de cette aide, via des colis alimentaires contenant assez d'aliments de base pour trois mois (riz, huile, farine, haricots...) et deux nouvelles distributions sont prévues en 2013.



XI- EXPERTISES ET PARTENARIATS

LE « CHILD RIGHTS CONSORTIUM » (CRC)

En partenariat avec l'**Union Européenne**, un consortium d'ONG, composé d'**Aschiana** (ONG afghane), **Children in Crisis** (CIC), **Enfants du Monde Droits de l'Homme** (EMDH), **Terre des Hommes** Suisse (TDH) et **Afghanistan Demain** s'est regroupé sous le nom de « **Child Rights Consortium** ».

Ce consortium, réunissant cinq acteurs agissant pour les enfants des rues, a pour but le partage d'expériences et de savoir-faire, ainsi que la mise en commun de formations et de réflexions. A cette fin, des ateliers de travail sont organisés par les membres du consortium : formation sur les jeux, groupes de réflexion sur les droits de l'enfant, l'apprentissage participatif, la formation dans les centres éducatifs et la psychologie de l'enseignement... Chaque ONG organise donc des formations dans son domaine de compétence, Afghanistan Demain y participant en tant que spécialiste en pédagogie. Le consortium s'est terminé en 2007 mais les associations partenaires ont conservé un lien informel permettant le partage d'expérience et l'entraide ponctuelle en fonction des opportunités.

LA COLLABORATION AVEC L'ETAT AFGHAN

L'Etat afghan est actuellement dans l'incapacité de prendre en charge l'éducation des enfants des rues de Kaboul. Les programmes d'**Afghanistan Demain** participent donc, temporairement, à palier cette faille. Cette collaboration doit se développer dans le temps, conformément au Programme National pour les Enfants « en danger ».

Par ailleurs, Afghanistan Demain, comme toute ONG implantée à Kaboul, est enregistrée aux Ministères de l'Economie et du travail. De plus, notre spécificité étant l'éducation, nous bénéficions, depuis 2007, d'un aval officiel du Ministère de tutelle afghan, lequel reconnaît, soutient notre travail et visite régulièrement nos centres afin de se rendre compte des progrès obtenus.

XI- EXPERTISES ET PARTENARIATS



XII- NOS PRORITÉS POUR 2013

ACCOMPAGNER LE DEVELOPEMENT DE CGO

Sous l'impulsion de l'Agence Française de Développement, notre principal bailleur institutionnel, Afghanistan Demain s'appuie donc aujourd'hui sur une ONG locale, Children's Garden Organisation, dirigée par d'anciens salariés de l'association. Un partenariat est installé dont l'objectif est une passation progressive des responsabilités afin que nos structures ne soient plus gérées que par des seules mains afghanes. Cela suppose un accompagnement au quotidien, la transmission d'un savoir-faire et des formations particulières à destination des cadres de CGO. Un programme particulier a donc été établi et servira de cadre référentiel pour mesurer les progrès de la collaboration.



XIII- RÉSULTATS 2012

SCOLARITÉ – FORMATION PROFESSIONNELLE

En 2012, un total de **109 élèves ont passé avec succès les examens** de réintégration dans les écoles publiques.

Ce chiffre se répartit comme suit :

Chelsetoun : 33

Yaka-Tût : 40

Dehmazang : 36

Mention spéciale aux filles, qui sont 64 (45 garçons) à retrouver le chemin d'une scolarité normale.

XIV- RESSOURCES FINANCIÈRES



En 2012, les dépenses engagées par d'Afghanistan Demain se sont élevées à 229 662 € pour 215 737 € de recettes. C'est donc une année déficitaire pour l'association, qui devra chercher à rétablir l'équilibre sur 2013.

Nos principaux bailleurs:

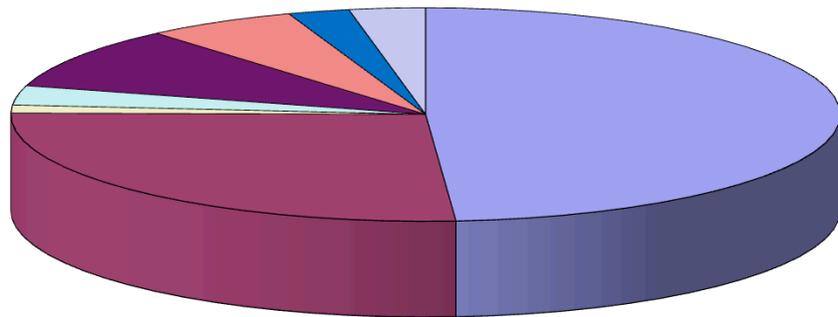
L'Agence Française de Développement.

La Fondation Bettencourt-Schueller par le biais de l'association A.I.M.E.R (Aide et Information pour le Monde des Enfants de la Rue).

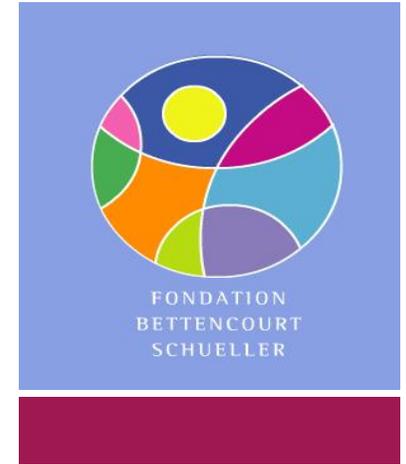
L'AFD participe à hauteur de 50% sur l'ensemble du budget nécessaire au bon fonctionnement de nos structures à Kaboul. Les autres financements sont amenés par la Fondation Bettencourt-Schueller, les parrainages et les dons de particuliers.

Par ailleurs, Afghanistan Demain développe une politique afin de réduire la part de fonds propres que l'association doit déboursier chaque année. Ainsi, le bureau local de Kaboul fait également office de « guest-house » pour les expatriés extérieurs à l'association, et les cours de formation informatique, s'ils sont entièrement gratuits pour nos bénéficiaires directs, sont payants pour les auditeurs extérieurs. Ces recettes générées par le terrain ont été, en 2012, de 30 407 €, ce qui correspond au financement de l'un de nos centres.

XV- RESSOURCES FINANCIÈRES



-  Ressources humaines
-  Locations charges et maintenance
-  Equipement et fourniture locaux
-  Activité éducatives
-  Nourriture hygiène et vêtements
-  Transport
-  Communication
-  Frais administratifs



**DO
ALL
THINGS
WITH
LOVE**